

Atelier de partage des premiers résultats des revues et de mise en place d'une plateforme nationale des parties prenantes du projet PRESA au BURKINA FASO

RAPPORT FINAL



Hôtel Palm Beach, Ouagadougou
Du 13 au 15 janvier 2015

TABLE DES MATIERES

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS	3
INTRODUCTION	4
• Contexte de l'atelier	4
• Objectifs de l'atelier	4
• Résultats attendus de l'atelier	4
• Participants	4
DÉROULEMENT DES TRAVAUX DE L'ATELIER	5
1. Ouverture de l'atelier	5
2. Présentation sur les risques et scénarii climatiques	5
3. Présentation de la revue sur le contexte de développement du Burkina Faso	6
• Travaux de groupes sur la revue	6
• Restitution des travaux de groupes sur la revue	7
4. Panel sur les revues thématiques	9
• Risques climatiques, marchés et chaînes de valeur en zones semi-arides	9
• Changement climatique, gouvernance et financement de l'adaptation	10
• Risques climatiques et capital naturel	10
• Risques Climatiques et Capital Humain	11
5. Des scénarii climatiques aux scénarii socio-économiques : formulation des futurs possibles à l'horizon 2030	11
6. Identification des études de cas et des sites potentiels de recherche	15
7. La mise en place de la plateforme des parties prenantes	17
CONCLUSION	20
ANNEXES	21
• Annexe 1. Agenda de l'atelier	21
• Annexe 2. Liste de présence	23
LISTE DES ENCADRÉS	
• Encadré 1. Analyse des participants à l'atelier	4
• Encadré 2. Termes de référence pour les travaux de groupes	6
• Encadré 3. Termes de référence pour les travaux de groupes relatifs à la formulation de scénarii socioéconomiques	12
• Encadré 4. TDR des travaux de groupes sur le fonctionnement, la gouvernance et le suivi-évaluation de la plateforme	17
LISTE DES TABLEAUX	
• Tableau 1. Enjeux climatiques et intervention des acteurs dans Zone Nord	7
• Tableau 2. Enjeux climatiques et intervention des acteurs dans la Zone Centre	8
• Tableau 3. Enjeux climatiques et intervention des acteurs dans la Zone de l'Est	9
• Tableau 4. Outil développé par l'équipe de IED	12
• Tableau 5. Propositions de scénarii socioéconomiques pour la Zone Nord	13
• Tableau 6. Secteur d'activités et potentialités dans la Zone Centre	13
• Tableau 7. Propositions de scénarii socioéconomiques pour la Zone Centre	14
• Tableau 8. Proposition de scénarii socioéconomiques dans la Zone de l'Est	15
• Tableau 9. Propositions de questions de recherche/études de cas et de sites	16
• Tableau 10. Propositions d'activités pour le fonctionnement de la plateforme	18
• Tableau 11. Propositions pour une meilleure gouvernance de la plateforme	18
• Tableau 12. Proposition d'indicateurs pour le suivi-évaluation de la plateforme	19

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

BTP	Bâtiment et Travaux Publics
CC	Changement Climatique
CILSS	Comité Permanent Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
FAO	Food and Agriculture Organization
GIZ	<i>Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit</i> (coopération international Allemande)
IED Afrique	Innovation Environnement Développement en Afrique
INERA	Institut de l'Environnement et de Recherches Agricoles
MARHASA	Ministre de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques, de l'Assainissement et de la Sécurité Alimentaire
OCADES	Organisation Catholique pour le Développement et la Solidarité
OCHA	Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
OGM	Organismes Génétiquement Modifiés
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisations Paysannes
PAN/LCD	Plan Action National de Lutte Contre la Désertification
PANA	Plan d'Action National pour l'Adaptation
PASF	Programme d'Appui au Secteur Forestier
PCESA	Programme de Croissance Economique dans le Secteur Agricole
PNSFMR	Politique Nationale de Sécurisation Foncière en Milieu Rural
PRESA	Promouvoir la Résilience des Economies en Zones Semi-Arides
PRORESI	Programme de renforcement de la résilience des populations pauvres et très pauvres et amélioration de la sécurité alimentaire dans les régions du pays les plus touchées par la crise de 2012
SCADD	Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable
UICN/PACO	Union Internationale pour la Conservation de la Nature/Programme Afrique centrale et occidentale
USAID	<i>United States Agency for International Development</i>
ZASA	Zones arides et semi-arides
ZOVIC	Zones Villageoises d'Intérêt Cynégétique

INTRODUCTION

Contexte de l'atelier

Le projet « Promouvoir la Résilience des Economies en Zones Semi-Arides (PRESA) » est un projet de cinq ans qui s'appuie sur une démarche transdisciplinaire afin de mieux comprendre les interactions complexes entre les changements climatiques, le développement économique et la réduction de la pauvreté et de fournir la meilleure base de connaissances possible. Au cours de sa première année, le projet devra produire une analyse pertinente sur les liens entre climat et développement, au niveau macro, des zones semi-arides, au travers de dialogues avec les plates-formes des parties prenantes, afin d'identifier les études de cas, les projets pilotes et les sites d'étude.

C'est dans ce cadre que des revues ont été conduites au Burkina Faso et au Sénégal, afin de permettre une meilleure compréhension des défis et enjeux climatiques actuels ; de la manière dont ils affectent certains secteurs-clés et les politiques et programmes mis en œuvre en réponse à ces défis. Ces revues sont de deux types :

- les revues pays, qui permettent une analyse du contexte du développement de chaque pays, l'identification des risques climatiques actuels et futurs et leurs incidences sur l'adaptation. Les évaluations de la situation des pays sont des documents de politique d'une qualité suffisante pour servir de documents de travail publiquement disponibles.
- les revues thématiques, qui visent à produire des documents analytiques présentant clairement les liens entre risques climatiques et : (i) Gouvernance et financement de l'adaptation en zones semi-arides ; (ii) capital naturel en zones semi-arides ; (iii) capital humain en zones semi-arides ; (iv) marchés et chaînes de valeur en zones semi-arides.

Ainsi, pour partager les résultats de ces différentes revues avec les parties prenantes et recueillir leurs feedbacks, IED Afrique

a organisé cet atelier qui était aussi l'occasion pour mettre en place une plateforme nationale des parties prenantes du projet PRESA au Sénégal identifiées lors d'un précédent atelier.

Objectifs de l'atelier

L'objectif de cet atelier était : (i) un partage des revues et l'intégration des remarques pertinentes des participants dans les versions finales à produire; (ii) la proposition de questions pertinentes de recherche, d'études de cas à approfondir et l'identification de sites appropriés pour servir de cadre d'étude et enfin (iii) la mise en place de la plateforme nationale des parties prenantes.

Résultats attendus de l'atelier

A la fin des travaux, les résultats attendus étaient les suivants :

- les différentes revues sont partagées et les remarques pertinentes des participants sont intégrées dans la version finale à produire;
- des questions pertinentes de recherche sont produites ainsi que des propositions sur des thèmes et sites ou des études de cas approfondies ;
- la plateforme nationale des parties prenantes est mise sur pied.

Participants

Pour parvenir à ces différents résultats, IED AFRIQUE a mis l'accent sur une participation d'une grande variété de parties prenantes directement intéressées par les questions liées à la résilience et aux risques climatiques notamment (i) les représentants des structures techniques de l'Etat et du secteur privé, (ii) les parlementaires, (iii) les organisations de producteurs, (iv) les institutions de recherche, (v) les leaders d'opinion sur les questions de développement économique, (vi) les organisations de la société civile, (vii) les collectivités locales, (viii) les cadres locaux de développement économique, (ix) les partenaires techniques, etc.

Encadré 1. Profil des participants à l'atelier

L'atelier a mobilisé 48 participants parmi lesquels des représentants d'institutions de recherche (17), de la société civile (8), du secteur privé (2), des services techniques de l'État (5). La faible représentation des services techniques de l'état et l'absence des élus sont essentiellement dues au contexte politique du Burkina Faso. On peut toutefois saluer la présence à cet atelier de représentants d'organisations régionales (2) notamment le CILSS, SOS SAHEL et UICN PACO et de partenaire technique et financier avec deux représentants de la délégation de l'Union Européenne au Burkina. Une première évaluation de la participation nous permet de voir que 44 % des institutions ayant répondu favorablement à l'invitation de IED Afrique n'avaient jamais pris part aux activités du PRESA. Il s'agit notamment des structures représentant le secteur privé. Ainsi donc, les 56 % restant avaient effectivement déjà été impliquées dans les activités du PRESA, avec une bonne récurrence de la participation des chercheurs et des organisations de la société civile.

Cette diversité des participants n'a malheureusement pas permis une bonne représentation des femmes (11 femmes sur 48 participants) ; d'où la nécessité d'un ciblage pour une meilleure prise en compte du genre.

DÉROULEMENT DES TRAVAUX DE L'ATELIER

1. Ouverture de l'atelier

Les travaux de l'atelier du Burkina ont démarré sous la présidence effective de M. Moussa KABORÉ, Secrétaire général du Ministre de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques, de l'Assainissement et de la Sécurité Alimentaire (MARHASA). Après les mots de bienvenue de M. Claude WETTA de l'équipe PRESA du Burkina Faso et les mots de remerciement de M. Bara GUEYE, Directeur IED Afrique, le représentant du MARHASA s'est réjoui des efforts de IED Afrique pour accompagner l'Etat du Burkina Faso dans la mise en œuvre de son programme d'action national d'adaptation à travers le PRESA. Dans son discours, M. KABORÉ a rappelé les défis majeurs pour le développement socioéconomique que pose le phénomène du changement climatique (CC) au Burkina Faso et les efforts consentis par l'Etat et ses partenaires pour faire face.

Parmi ces efforts, il a mis en exergue la grande importance accordée à la problématique du changement climatique et de ses impacts dans divers documents ou instruments d'orientation politique tels que le Plan d'Action National pour l'Adaptation (PANA), la Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable (SCADD), le Programme d'Appui au Secteur Forestier (PASF), le Plan Action National de Lutte Contre la Désertification (PAN/LCD), la Politique Nationale de Sécurisation Foncière en Milieu Rural (PNSFMR), le Programme de Croissance Economique dans le Secteur Agricole (PCESA) 2013-2018, le Plan National Multi risques, etc.

M. KABORÉ de rappeler que ces différents programmes constituent des repères importants pour le projet PRESA qui vise à favoriser l'émergence et le développement d'économies équitables et résilientes au climat en zone semi-arides.

Enfin, il a terminé son discours en réitérant la volonté des services compétents de l'Etat d'accorder une importance particulière aux recommandations et suggestions issues de l'atelier d'une part, et d'autre part les résultats du projet PRESA.

2. Présentation sur les risques et scénarii climatiques

Afin de permettre aux différents participants d'avoir une meilleure idée du changement climatique comme l'un des enjeux les plus cruciaux de monde contemporain et surtout pour les zones arides et semi-arides, une première session a été dédiée à une communication sur « Risques climatiques et Scénarios climatiques ». Cette présentation a mis le focus sur le contexte climatique du Burkina Faso, la trame thermique du pays de 1981 à 2010 avec une variation notable par le glissement des courbes isothermes et les scénarii climatiques du pays avec, au cours des années à venir, des situations contrastées qui se manifesteront par :

- une alternance de sécheresse et d'excédents pluviométriques;
- une hausse des températures minima et maxima au niveau de toutes les stations synoptiques du Burkina Faso avec des prévisions de 0,8°C à l'horizon 2025 et de 1,7°C à l'horizon 2050.

Enfin, la présentation s'est appesantie sur les risques climatiques dans le secteur de l'agriculture, de l'élevage, de l'eau et des écosystèmes sans oublier les différentes implications sur le capital humain.

Cette communication sur les risques et scénarii climatiques au Burkina Faso a suscité beaucoup de réaction au cours de la séance de discussion et d'échanges. Ces réactions ont porté essentiellement sur :

- la déchéance des exploitations agricoles et le vieillissement des producteurs accentué par la migration des jeunes;
- la perturbation des calendriers agricoles, le remplissage aléatoire de certains barrages et l'ensablement des bas fonds;
- l'impact des scénarii climatiques sur les indicateurs économiques du pays;
- les conséquences de ces scénarii sur le dépeuplement du monde rural au profit des agglomérations urbaines dans les prochaines décennies;
- le rôle de la recherche dans la résilience des agriculteurs en termes d'informations climatiques et de variétés adaptées afin de permettre aux agriculteurs de vivre toujours de leur activité;
- le consensus sur la hausse de la température et les incertitudes sur la pluviométrie ainsi que les disparités;
- les opportunités qui seront offertes par le changement climatique surtout au niveau des écosystèmes (apparition de nouvelles espèces végétales ou fauniques, apparition de zones humides, développement de nouvelles activités);
- la valorisation du savoir local dans la formulation des scénarii;
- la nécessité d'avoir un dispositif fonctionnel (stations synoptiques suffisantes et performantes, ressources humaines qualifiées, etc.) pour une meilleure modélisation et des modèles propres au contexte du pays;
- la prise en compte des effets néfastes des modes de vie sur les secteurs de développement;
- la migration Nord-Sud et les risques de conflits surtout autour des ressources foncières et pastorales;
- l'utilisation des Organismes Génétiquement Modifiés (OGM) qui ne résulte pas des résultats de la recherche
- la recherche doit mettre l'accent sur l'exploitation familiale, l'agro-écologie et la valorisation des savoirs locaux;
- la nécessité de faire la différence entre les impacts du CC et ceux de la variabilité climatique;
- la prise en compte du risque climatique et de la migration dans la réforme de la gestion du foncier (mécanismes d'utilisation, formes d'exploitation des terres...);
- l'intégration des scénarii climatiques par les décideurs

(publics, privés...) dans leur planification...

des prix agricoles.

3. Présentation de la revue sur le contexte de développement du Burkina Faso

Le partage des résultats de l'analyse du contexte de développement du Burkina Faso a été le prétexte de l'organisation de la deuxième session. Durant cette session, la communication a porté sur le rappel du contexte de développement, sur la prise en compte de la dimension changement climatique dans les politiques et programmes de développement, sur les types de programmes mis en œuvre et enfin sur la prise en compte du CC dans le secteur privé.

Cette communication a permis de relever :

- une forte corrélation entre la croissance économique et la pluviométrie ;
- une dépendance accrue de l'économie vis à vis de l'extérieur ;
- un secteur privé trop « embryonnaire ».

Concernant les politiques, plans, programmes et actions publiques de développement, l'accent a été mis sur les plans quinquennaux, la Garangose, la politique conduite par le Conseil national de la révolution, les programmes d'ajustement structurel et le cadre stratégique de lutte contre la pauvreté.

Le présentateur a précisé que malgré ses efforts, le Burkina est caractérisé par une incidence de la pauvreté toujours très élevée, des terres agricoles exposées à une forte dégradation, une augmentation des investissements directs étrangers et enfin une faible croissance économique.

A l'issue de sa communication, le présentateur a partagé avec l'assistance trois préoccupations de recherche que sont :

- impact des changements climatiques sur les performances des entreprises privées (formelles et informelles) ;
- impact des changements climatiques sur les chaînes de valeurs agricoles ;
- changements climatiques, infrastructures et structures

Lors de la séance de discussion qui a suivi la communication, les participants ont mis l'accent sur :

- les usages qui sont les plus affectés par le changement climatiques ;
- la typologie des groupes les plus vulnérables par secteur d'activité ;
- le manque de ressources pour financer l'adaptation et la nécessité de réfléchir des mécanismes de financements innovants ;
- l'assurance agricole qui actuellement ne s'intéresse qu'à la sécheresse et ne prend en compte que le coton et le maïs ;
- l'agriculture familiale vs agro-business comme socle pour le développement socioéconomique du Burkina ;
- l'accès aux financements surtout les crédits pour les exploitations familiales ;
- la nécessité dans le cadre de la revue pays d'analyser les structures étatiques et de recherche s'occupant des questions environnementales du pays ;
- l'intégration du boom minier dans l'analyse du contexte de développement ;
- la vulnérabilité des collectivités territoriales au changement climatique ;
- les difficultés du secteur privé qui devait être le moteur de la croissance économique du pays...

A. Travaux de groupes sur la revue

La présentation des résultats de l'analyse du contexte de développement socioéconomique du Sénégal a été le prétexte pour l'organisation de travaux groupes pour générer des contributions pertinentes pour enrichir davantage le rapport final.

Les résultats de l'analyse du contexte de développement socioéconomique du Burkina Faso a été le prétexte pour l'organisation de travaux groupes sur les trois principales zones correspondant en partie au Zones arides et semi-arides (ZASA) du Burkina Faso notamment la zone Nord, la zone Centre et la zone Est afin de générer des contributions pertinentes pour enrichir davantage le rapport final.

Encadré 2. Termes de référence pour les travaux de groupes

Travail demandé :

1. identifier les enjeux climatiques auxquels la zone Nord (groupe 1), la zone Centre (groupe 2) ou la zone Est (groupe 3) fait face ;
2. cartographier les interventions des acteurs étatiques et non étatiques (société civile; secteur privé...) en termes de programmes/projets de résilience/d'adaptation.

B. Restitution des travaux de groupes sur la revue

A l'issue de l'exercice, les différents groupes ont procédé à la restitution de leur travaux. Le groupe 1 après, avoir identifié les enjeux climatiques dans la zone Nord, a présenté un ensemble d'interventions et programmes en cours, mis en oeuvre par les acteurs étatiques et non étatiques pour répondre à ces enjeux (voir tableau ci-dessous).

Tableau 1. Enjeux climatiques et interventions des acteurs dans Zone Nord

Enjeux climatiques	Interventions des acteurs étatiques et non étatiques
<ul style="list-style-type: none"> • Dégradation des sols (ruissellement des eaux; Changement de la Texture des sols ferrugineux et sablonneux); • Migration climatique; • Déficit pluviométrique; • Disparition progressive de la faune et de la flore (hausse des températures); • Tariesement précoce des points d'eau; • Approfondissement de la nappe phréatique; • Apparition des phénomènes extrêmes de pluviométrie (inondations et des sécheresses, longue période de sécheresse); • Baisse de la fertilité des terres ; • Fréquence des vents de sable... 	<ul style="list-style-type: none"> • Projet écosystème pour la protection des infrastructures et des communautés (Yatenga) • Collecte des incidences d'adaptation pour le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire (Yatenga) • Parque résilient au changement climatique (Sahel) • Consolidation de la gouvernance locale et environnementale (centre Nord) • Programme OCHA (Humanitaire) Sahel • Projet micro-bassin pour l'irrigation de compensation /BAM, Yatenga • Projet bassin de collecte des eaux de ruissellement (National) • Projet de Renforcement de la Résilience des Communautés vulnérable de la province du Zoundoma • Projet bio-digesteur (National) • Charrue delphino pour les terres dégradées (zipélé) • Projet de résilience (PRORESI) Yatenga) • Projet REGIS Sahel • Projet d'appui au secteur forestier (centre nord) • TICAD : 5ème conférence de Tokyo Sahel • Projet SAP : système d'alerte précoce (Nord) • Programme de petites irrigations villageoises (PPIV) • Programme national de gestion des terroirs (PNGT)

Tableau 2. Enjeux climatiques et interventions des acteurs dans la Zone Centre

Enjeux climatiques	Interventions des acteurs étatiques et non étatiques
<ul style="list-style-type: none"> • Variation/fluctuation spatio-temporelle de la pluviométrie d'une année à une autre ; • Baisse sensible de la pluviométrie durant les mois les plus pluvieux (prévision PANA 2025-2050) ; • Décalage des saisons: installation capricieuse de la pluviométrie et fin de saison décalée d'au moins une semaine (prévision PANA 2025-2050) ; • De plus en plus des pluies inutiles ; • Mauvaise répartition spatiale de la pluviométrie ; • Poches de sécheresse ; • Inondation ; • Dégradation des ressources naturelles (sol, eau...) • Fluctuation et baisse du niveau de la nappe phréatique ; • Impact négatif sur la santé humaine et animale... ; • Prolifération des insectes ravageurs ; • Accroissement des phénomènes extrêmes, notamment les vents violents ; • Hausse des températures... 	<ul style="list-style-type: none"> • Le Programme-cadre pour l'amélioration du cadre de vie (PCACV) ; • La Stratégie Opérationnelle de Croissance Durable des Secteurs de l'Agriculture et de l'Elevage ; • Le Programme d'Investissement dans le secteur de l'Agriculture et de l'Elevage ; • Le Programme National de Partenariat pour la Gestion Durable des Terres ; • Le Programme National de Gestion des Terroirs (PNGT); • Le Programme de Développement des Semences Améliorées pour accroître les rendements agricoles en adaptant les cultures aux changements du climat ; • Les projets d'Appui à la filière coton ; • Les projets de promotion des cultures de contre saison (semences améliorées, irrigation et gestion de l'eau...) afin d'améliorer la sécurité alimentaire, grâce à une résilience accrue aux changements climatiques ; • Le projet de Renforcement des capacités pour l'adaptation et pour la réduction de la vulnérabilité aux changements climatiques (PANA-BKF-PNUD/FEM) qui soutient la production agropastorale afin de réaliser la sécurité alimentaire ; • Le Programme d'Appui au Secteur Forestier (PASF) ; • Les projets d'appui à l'élevage (aménagement de zones pastorales, réalisation de barrages et de forages, recrutement d'agents vétérinaires, promotion de l'élevage de races améliorées, etc.); • Le Programme d'aménagement paysager et faunique ; • Le programme d'investissement pour le climat (PIF) avec deux projets : le Projet de Gestion Décentralisée des Forêts et Espaces Boisés (PGDFEB) et le Projet de Gestion Participative des Forêts Classées (PGPFC); • Le Programme National du Secteur Rural (PNSR) • Programme national du développement des services Agricoles (PNDSA) • Le Programme du Développement Rural Durable/Bazèga et Kadiogo (PDRD/BK) • Le Climate change and Urban Vulnerability in Africa (CLUVA) ; • Les programmes et projets mis en œuvre par d'autres structures (USAID, Confédération Paysanne du Faso, OCADES, Freedom of hunger, INERA, Hunger project, OXFAM, SOS-Sahel, FAO, GIZ, Fédération Nationale des Groupements Naam...)

Tableau 3. Enjeux climatiques et interventions des acteurs dans la Zone de l'Est

Enjeux climatiques	Interventions des acteurs étatiques et non étatiques
<p>Secteur de l'élevage</p> <ul style="list-style-type: none"> • Problématique de la disponibilité de l'eau en quantité et en qualité ; • Dégradation des parcours à cause de la charge du bétail ; • Avancée du front agricole au détriment du pâturage et exacerbation des conflits entre agriculteur et éleveur ; • Migration des éleveurs vers les pays voisins comme la Côte d'Ivoire ; • Package du bétail dans les réserves (conflit homme-faune) ; <p>Secteur de l'agriculture</p> <ul style="list-style-type: none"> • Dégradation des sols imputable au CC et aux pratiques agricoles ; • Compétition et surexploitation des eaux de surfaces... <p>Secteur des ressources naturelles</p> <ul style="list-style-type: none"> • Régression de la biodiversité faunique et floristique ; • Disparition des espèces endémiques à cause de l'érosion hydrique ; • Migration agricole dans le parc W ; • Le tarissement des points d'eau (exploitation halieutique) ; • Comblement des barrages lié à l'absence de haie naturelle constituée par la raréfaction des ressources végétales ; • Diminution importante des peuplements de rôniers... 	<p>Acteurs Etatiques</p> <ul style="list-style-type: none"> • PNGT II; • Programme d'amélioration de la productivité agricole et de la sécurité alimentaire (PAPSA) ; • Programme d'appui aux filières agro-sylvo-pastorales (PA-FASP) ; • Programme de valorisation du potentiel agropastorale de l'Est <p>Acteurs Non-Etatiques</p> <ul style="list-style-type: none"> • Agriculture dans la Komondjari et Gnana (SAPA/GK) • Programme d'Appui aux Parcs de l'Entente (PAPE) • Public Expenditure Tracking Survey (PETS) • Projet sur l'alphabétisation et la promotion d'activités génératrices de revenu

4. Panel sur les revues thématiques

Après la restitution de ces travaux de groupes, la matinée de la deuxième journée a été consacrée au panel sur la présentation des revues thématiques. Ces revues ont porté sur les liens entre risques climatiques et les principales thématiques du projet que sont le capital naturel, le capital humain, le marché et enfin sur la gouvernance et les institutions.

A. Risques climatiques, marchés et chaînes de valeur en zones semi-arides

La première communication sur « Risques climatiques, marchés et chaînes de valeur en zones semi-arides », a porté essentiellement sur (i) le changement climatique, le capital naturel et la vulnérabilité économique dans les ZASA ; (ii)

les impacts sur les secteurs économiques, les marchés et les entreprises ; (iii) les stratégies d'adaptation face aux CC et (iv) les perspectives de recherche.

S'agissant des impacts sur les marchés et entreprises, le présentateur a mis l'accent sur :

- les marchés et les dynamiques de l'inflation notamment la vulnérabilité climatique des marchés agricoles et la volatilité des prix ;
- l'exacerbation du risque et de l'incertitude et les impacts sur les appareils productifs ;
- les facteurs de production ;
- les services de soutien à la production (finances, transport, autres services) ;
- les chaînes de valeurs notamment la production, la chaîne d'approvisionnement, l'organisation et les ressources humaines.

Revenant sur les opportunités de marchés qui seront créées du fait du contexte de Changements climatiques, le présentateur a relevé : (i) la demande de biens et services capables de mesurer, de prévenir, de limiter ou de corriger les impacts environnementaux ; (ii) les demandes stimulées par les politiques publiques d'atténuation et par l'éco-consommation et ; (iii) l'opportunité de différenciation verticale des produits et de l'image (labels environnementaux).

Enfin, quatre questions de recherche ont été soulevées par le présentateur :

- quelle stratégie partenariale pour renforcer la résilience nationale face aux changements climatiques?
- comment assurer la mobilisation financière (internationale, nationale, privée, locale, etc.) pour soutenir la résilience nationale face aux changements climatiques ;
- quels effets des changements climatiques sur les banques et les assurances (qualité des portefeuilles, financements, etc.) ?
- quels sont les impacts des changements climatiques sur les secteurs industriels, les BTP, les transports, les infrastructures, etc.?

B. Changement climatique, gouvernance et financement de l'adaptation

La deuxième communication du panel a été axée sur plusieurs aspects relatifs à la gouvernance et le financement de l'adaptation dans un contexte de CC. Il s'agit notamment :

- du changement climatique, de la vulnérabilité économique, des migrations et conflits avec un focus sur la corrélation entre l'agriculture et le PIB du pays, la faible diversification sectorielle, la pauvreté, les migrations du travail et des activités économiques et enfin la rareté des ressources, la pression démographique ainsi que la capture de la rente et les impacts sociaux qui en découlent ;
- des stratégies publiques notamment l'existence d'une multitude de documents et de politiques (SCADD et politiques sectorielles) ;
- de la gouvernance du changement climatique au Burkina Faso avec entre autres la participation et les relations partenariales à l'échelle locale, les actions des ONG et la mobilisation citoyenne et enfin l'approche genre et le rôle du secteur privé ;
- des coûts, des contraintes de financement et de la gouvernance climatique avec notamment les difficultés liées à l'estimation correcte des besoins, l'existence d'une pluralité de sources de financements dans un contexte malheureusement marqué par une faible capacité d'absorption et un problème de coordination. A cela s'ajoute les difficultés pour les populations vulnérables d'accéder aux financements.

Partant de ce constat, plusieurs questions ont été soulevées par le présentateur d'abord sur le rôle du système financier local dans le soutien aux stratégies d'adaptation :

- Quels effets du CC sur leur activité et leur profit ?
- Quelles innovations financières pour l'adaptation ?
- Quelle articulation des relations privé-public dans le système financier (à étudier à la lumière des expériences enregistrées ailleurs) ?

Ensuite sur la fiscalité verte (quel potentiel de fiscalité environnementale au BF ?) et enfin sur la participation effective des acteurs surtout locaux (quelles expériences pertinentes pour renforcer la participation dans l'élaboration, la mise en œuvre ainsi que l'évaluation des stratégies d'adaptation?).

C. Risques climatiques et capital naturel

Le partage des résultats sur le « Lien entre Risques climatiques et capital naturel » s'est fait autour de trois axes majeurs que sont les impacts des risques climatiques sur le Capital naturel, les réponses actuelles et les pistes de réflexion.

Selon le présentateur, le Capital naturels sera affecté par : (i) une légère diminution de la pluviométrie moyenne (une baisse de l'ordre de 150 mm pourrait être observée en 2025), mais surtout une répartition spatio-temporelle aléatoire ; (ii) une légère augmentation des températures moyennes dans plusieurs centres urbains de près de 1°C ; (iii) une élévation relative de l'évaporation et (iv) une récurrence des situations météorologiques extrêmes (inondation, vent forts, sécheresses, etc.).

Sur le plan économique, une évaluation des risques et dommages environnementaux et des inefficiences révèle que le coût annuel de la dégradation de l'environnement au Burkina Faso pour l'année 2008 (et presque invariablement jusqu'en 2013) est compris entre 18% et 22% du PIB, soit environ 760 milliards FCFA par an. Les effets de ces dommages/risques et inefficiences sur le capital naturel sont répartis ainsi (en % du PIB): (i) sols et forêts (4-5%) ; (ii) eau (4-4,5% dont 0,5% concerne les inefficiences) ; (iii) air (3-3,5%), déchets (1,5% dont 0,1-0,2% concerne les inefficiences) ; (iv) énergies et matières (7,1%, composé uniquement d'inefficiences) et (v) changements climatiques (0,5%, évalué uniquement sur la base de la valeur des émissions de gaz à effet de serre sur les marchés d'échange de droits à polluer).

Concernant les réponses, plusieurs politiques et de programmes ont été listés par le présentateur de même que les différentes mesures d'adaptation et/ou d'atténuation dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et des ressources en eau.

L'analyse du lien entre risques climatiques et capital naturel a abouti à la proposition de quatre questions de recherche notamment :

- comment relever le défi de l'appropriation effective des mesures d'adaptation par tous les acteurs et dans tous les secteurs du développement ?
- comment permettre l'appropriation des différents plans, programmes ou projets par les femmes ?
- comment faire appel aux valeurs culturelles et aux savoirs locaux pour la compréhension des risques climatiques en lien avec le capital naturel et aussi pour les mesures d'adaptation ?
- quel avenir pour l'assurance climatique ?

D. Risques climatiques et capital humain

Une dernière communication a permis, durant ce panel, de partager les premiers résultats de la revue sur le lien entre « risques climatiques et capital humain en zones semi-arides ». Ainsi, selon le présentateur, le Capital humain du Burkina est affecté par :

- la déscolarisation ;
- l'accélération du travail des enfants ;
- l'occupation des écoles par les sinistrés et la réduction du temps passé par période par les élèves dans les classes ou du temps consacré à l'accumulation des connaissances générales et spécifiques ;
- la prolifération de la méningite et des maladies respiratoires, la recrudescence des maladies hydriques et la persistance des épidémies de paludisme
- la raréfaction de certains métiers ou la baisse de l'emploi dans certains secteurs.

Pour ce qui est des réponses actuelles, le présentateur distingue trois niveaux :

- les stratégies traditionnelles des ménages avec essentiellement l'intensification (agriculture et élevage), les migrations vers des terres plus fertiles, la diversification des sources de revenu
- l'Etat et les Centres de recherche notamment le Programme SAAGA (pluies provoquées), la subvention des intrants agricoles, le développement des semences à cycle court, la subvention du prix des énergies renouvelables...
- les ONG et autres parties prenantes qui interviennent dans l'approvisionnement en semences améliorées et l'octroi de kits (agricoles et élevages)...

En termes de perspectives de recherche, deux questions ont été proposées :

- quel est le gain net des différentes stratégies d'adaptation utilisées dans les zones semi-arides ? En d'autres termes, existe-t-il une stratégie d'adaptation optimale pour les zones semi-arides au Burkina Faso ?
- Comment peut-on financer le capital humain érodé par le CC dans les zones semi-arides ?

Cette série de communication sur les résultats préliminaires des revues thématiques a suscité une riche discussion autour des points suivants :

- l'intégration d'une analyse anthropo-écologique pour voir la manière dont les acteurs affectés, mobilisent la culture et les savoirs traditionnels pour s'adapter ;
- la prise en compte de la dynamique démographique dans l'analyse du capital humain ;
- la nécessité de voir les corrélations possibles entre risques climatiques et risques de conflits ;
- la cartographie des zones à risque par rapport à l'émergence des conflits ;
- l'existence ou non d'un capital humain au Burkina Faso ;
- l'assurance agricole pour réduire les risques et renforcer les capacités de résilience grâce à une bonne implication de l'Etat ;
- la nécessité de s'attaquer aux inégalités (revenus, connaissances, etc.) ;
- la prise en compte du déplacement de la ligne du coton vers le sud et la nécessité de réfléchir sur des cultures de substitution ;
- l'importance d'aller au-delà des réponses actuelles afin de voir les impacts réels des interventions sur les conditions d'existence des populations ;
- le rôle du financement durable dans les stratégies d'adaptation à long terme ;
- l'implication effective de la population locale dans l'élaboration des politiques et stratégies d'adaptation ;
- le renforcement des capacités des institutions communales de même que celles des organisations communautaires surtout pérennes pour une meilleure résilience des acteurs locaux ;
- la nécessité d'évaluer l'efficacité des actions entreprises jusque-là sur l'adaptation et la résilience des acteurs ;

5. Des scénarii climatiques aux scénarii socio-économiques : formulation des futurs possibles à l'horizon 2030

La nécessité d'avoir une meilleure idée des futures implications socio-économiques des projections climatiques a été à l'origine de travaux de groupes portant sur la formulation de scénarii socioéconomiques sur la base des scénarii climatiques disponibles notamment (i) une hausse des températures accompagnée d'une hausse de la pluviométrie et (ii) une hausse des températures et une baisse de la pluviométrie.

Encadré 3. Termes de référence pour les travaux de groupes relatifs à la formulation de scénarii socioéconomiques

Travail demandé :

1. Analyser les potentialités de la zone Nord (groupe 1), la zone Centre (groupe 2) ou de la zone Est (groupe 3) en prenant en compte les principaux secteurs économiques du Burkina Faso.
2. A partir de ces potentialités et des 2 scénarii climatiques proposés, utiliser la matrice ci-dessous pour formuler des scénarii socioéconomiques dans la zone en répondant aux questions suivantes :
 - *quelles seront les évolutions possibles d'ici les 10, 15 prochaines années et au-delà, dans un contexte de hausse des températures combinée à une hausse de la pluviométrie ?*
 - *quelles seront les évolutions possibles d'ici les 10, 15 prochaines années et au-delà, dans un contexte de hausse des températures combinée à une baisse de la pluviométrie ?*

NB. La perspective scientifique pour les scénarii climatiques et socioéconomiques est de 30 ans.

Pour faciliter le travail de formulation, l'équipe de IED Afrique a proposé un outil (Tableau ou Grille). Cet outil, basé sur l'identification des activités économiques vulnérables structurant les territoires considérés, vise à proposer une représentation du futur possible par les participants. Toutefois, cet outil n'est qu'une proposition pour une prise en main par les parties prenantes, en fonction de leur propre analyse et compréhension de leur territoire. Il doit être considéré comme la première version d'un outil évolutif, qui sera à actualiser en fonction des forces motrices (population, énergie, technologie, économie, occupation des sols, agricultures, élevages, infrastructures...).

12

Tableau 4. Outil développé par l'équipe de IED

Rubriques	Capital naturel	Capital humain	Marché
Scénarii climatiques (SC)			
SC1 : une hausse des températures accompagnée d'une hausse de la pluviométrie			
SC2 : une hausse des températures et une baisse de la pluviométrie			

Sur la base des Termes de Références et l'outil, les résultats des travaux ont permis d'aboutir pour chaque groupe à un ensemble de potentialités et tableau contenant différentes propositions de scénarii socioéconomiques qui seront plus tard affinées.

C'est ainsi que le groupe 1 a identifié les différentes potentialités de la Zone Nord avant de proposer un certain nombre de « scénarii socioéconomiques » (voir tableau 5, 6 et 7).

Les principales potentialités sont :

- Agriculture : la maraîcher-culture (yatenga), l'existence de points d'eau, (yatenga et Seno);
- Elevage : le pâturage, disponibilité de l'eau, bovins, caprins, ovins, chameaux (Seno);
- Ressources naturelles : mines (l'or, le manganèse, le calcaire, la latérite);
- Artisanat : cuirs et peaux, calebasse, la vannerie, le fer;
- Tourisme : mosquée de Bani, dunes de sable, la marre d'Oursi;
- Culture: festival Denké-Denké...

Tableau 5. Propositions de scénarii socioéconomiques pour la Zone Nord

Rubriques	Capital naturel	Capital humain	Marché
Scénarii climatiques (SC)			
SC1 : une hausse des températures accompagnée d'une hausse de la pluviométrie	<p>Impacts négatifs :</p> <p>Inondations, pertes de récolte, de bétail, de stocks vivriers, destruction des infrastructures, apparition de prédateurs de cultures, ensablement de points d'eau</p> <p>Impacts positifs :</p> <p>Remplissage des points d'eau, renforcement du maraîchage et la culture de saison sèche, restauration de la biodiversité, recharge de la nappe phréatique, abondance de pâturage</p>	<p>Impacts négatifs :</p> <p>L'apparition de nouvelles maladies, aggravation des maladies endémique, et épidémiques, dégradation des conditions d'hygiène, réduction de la mobilité, perturbation du système éducatif et sanitaire, difficulté d'accès aux marchés, apparition de maladie hydriques,</p>	<p>Impacts négatifs :</p> <p>Perturbation des prix des denrées alimentaires (<i>abondance ou rareté des produits agricoles</i>)</p> <p>Impacts positifs :</p> <p>Meilleur approvisionnement en produits laitier et en viande,</p>
SC2 : une hausse des températures accompagnée d'une baisse de la pluviométrie	<p>Impacts négatifs :</p> <p>Dégradation des sols,</p> <p>baisse de la production et des pâturages, sécheresse,</p> <p>période de transhumance plus longue,</p> <p>baisse de la nappe phréatique, disparition de la biodiversité.</p>	<p>Impacts négatifs :</p> <p>Tarissement précoce des points d'eau, migration, transhumance, perte d'emplois, déscolarisation, accentuation de la méningite, pénurie d'eau de boisson.</p> <p>Impacts positifs :</p> <p>Reconversion économique, émergence innovations nouvelles, stimulation de la recherche</p>	<p>Impacts négatifs :</p> <p>L'augmentation de coûts des aliments de bétail, baisse du cheptel, déstockage des animaux, changement de la structure du bétail (du bovin au caprin)</p>

Le groupe, qui a travaillé sur la zone du centre, a identifié plusieurs potentialités dans les secteurs de l'agriculture, de l'élevage et de l'industrie (tableau 5).

Tableau 6. Secteur d'activités et potentialités dans la Zone Centre

Secteur économique	Potentialités
Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> • Culture de contre saison • Diversification des spéculations (mil, sorgho, niébé...) • Agroforesterie (bois, karité) • Existence de structures d'appui-conseil • Existence de stations de recherche pour le développement (centre de Saria, station de Kamboinsé, antenne à Kiougou...) • Marché tiré par une demande forte • Forte organisation des producteurs avec plus de 2354 OP • Disponible de terre cultivable
Elevage	<ul style="list-style-type: none"> • Production importante de viande, lait, œufs... • Existence de structures d'appui-conseil • Existence d'un abattoir • Présence d'un centre d'insémination à Ziniaré • Marché tiré par une demande forte (volaille, porc) • Développement des activités d'embouche • Abondance du fourrage • Existence de nombreux points d'eau • Existence de beaucoup de zone de pâturage
Industrie	<ul style="list-style-type: none"> • Existences de Petites unités (artisanales) de transformation • Existence de branche d'industries (écloserie, industrie alimentaire, usine de transformation des produits agro-alimentaire...)

Tableau 7. Propositions de scénarii socioéconomiques pour la Zone Centre

Rubriques Scénarii climatiques (SC)	Capital naturel	Capital humain	Marché
SC1 : une hausse des températures accompagnée d'une hausse de la pluviométrie	<p>Impacts positifs :</p> <p>Accroissement (abondance de points d'eau, reverdissement, développement de l'agroforesterie)</p> <p>Impacts négatifs :</p> <p>Apparition de nouvelles pathologies</p> <p>Prolifération des insectes et vecteurs de maladies</p>	<p>Impacts positifs :</p> <p>Augmentation (santé, nutrition, fécondité, diminution de l'exode rural, investissement dans le capital humain)</p> <p>Impacts négatifs :</p> <p>Hausse de la mortalité</p>	<p>Impacts positifs :</p> <p>Accroissement des échanges (Stabilité des prix)</p> <p>Impacts négatifs :</p> <p>Perturbation du marché</p>
SC2 : une hausse des températures accompagnée d'une baisse de la pluviométrie	<p>Impacts négatifs :</p> <p>Dégradation des ressources naturelles</p> <p>Baisse de la production</p> <p>Impacts positifs :</p> <p>Apparition de nouvelles variétés de semences</p>	<p>Impacts négatifs :</p> <p>Légère hausse de la population</p> <p>Réduction de l'investissement sur le capital humain, santé</p> <p>Impacts positifs :</p> <p>Plus de créativité dans les pratiques culturelles</p>	<p>Impacts négatifs :</p> <p>Baisse de l'offre suivie d'une hausse de la demande (inflation des prix)</p> <p>Impacts positifs :</p> <p>Développement du marché des énergies renouvelable (marchés alternatifs)</p>

Dans la zone Est, le groupe 3 a identifié les potentialités suivantes :

- Existence d'aires protégées (Réserve de la Paindjari, parc W) ;
- Présence du plus grand barrage hydroélectrique du pays (capacité de plus 2 milliards m3) ;
- Grande zone de production cotonnière ;
- Deuxième zone de production de sésame du pays ;
- Zone de transhumances vers le Bénin et le Niger (important marchés de bétail) ;
- Existence et disponibilité des terres cultivables ;
- Terre aménageable en périmètre irrigué et en bas-fonds ;
- Activité apicole très développée ;
- Présence de parcs arborés pour la filière du karité et des mangues ;
- Dynamisme des femmes en termes de transformation des produits forestiers non ligneux et le maraîchage ;
- Diversité des organisations paysannes ;
- Développement du marché des produits agricoles ;
- Potentiel de production maraîcher et halieutique...

Tableau 8. Proposition de scenarii socioéconomiques dans la Zone de l'Est

Rubriques Scenarii climatiques (SC)	Capital naturel	Capital humain	Marché
SC1 : une hausse des températures accompagnée d'une hausse de la pluviométrie	<p>Impacts négatifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> Une érosion de la biodiversité Erosion des terres agricoles Écroulement des maisons Augmentation des inondations Destruction des infrastructures hydrauliques Dégradation des sites touristique Migrations des espèces vers d'autre région Baisse de la production du sésame <p>Impacts positifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> Apparition de zones humides Augmentation de la potentialité dans le domaine de l'irrigation Augmentation de la production cotonnière Augmentation du potentiel aménageable Développement de l'activité apicole 	<p>Impacts négatifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> Déscolarisation des enfants Baisse du revenu lié au sésame Amélioration du statut social et des revenus des femmes <p>Impacts positifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> Amélioration des rendements et augmentation des revenus Augmentation du taux de scolarisation Migration ou reconversion vers d'autres activités 	<p>Impacts négatifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> Inaccessibilité du marché Destruction massive du bétail <p>Impacts positifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> Augmentation des marchés Développement du marché de bétail Disponibilité de la production maraîchère induit par le développement de la productivité Développement des activités économiques lié au produit forestier non ligneux
SC2 : une hausse des températures accompagnée d'une baisse de la pluviométrie	<p>Impacts négatifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> Disparition de certaines espèces Forte évaporation Augmentation du stress hydrique <p>Impacts positifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> Adaptation et apparition de certaines espèces végétales. 	<p>Impacts négatifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> Augmentation du nombre des réfugiés 	<p>Impacts négatifs :</p> <ul style="list-style-type: none"> Morosité des marchés Hausse des prix Déficit de la balance commerciale

6. Identification des questions de recherche, études de cas et des sites de recherche

Du fait de la volonté du PRESA de dérouler un agenda de recherche basé sur les préoccupations des parties prenantes, les participants ont été invités à un exercice d'identification de questions de recherche, d'études de cas et de sites afin de s'assurer que la recherche répond bien à la demande. Pour ce faire, les critères suivants ont été définis et utilisés:

- Réalisable et valorisable d'ici 2017 (début de valorisation);
- Résonance nationale (reproductibilité);
- Pertinence par rapport aux préoccupations du pays ;
- Partir d'initiatives et de réponses en cours ;
- Opportunités de synergie avec d'autres initiatives ;
- Diversité et complémentarité des thèmes et des sites ;
- Impact potentiel du résultat sur le pays et les populations ;
- Facilité d'appropriation/de portage par les décideurs.

Tableau 9. Propositions de questions de recherche/études de cas et de sites

Questions	Justification du choix	Sites	Justification du choix du site
Quelle stratégie de résilience pour une sécurisation des activités pastorales dans un contexte de CC ?	Cartographie des pistes à bétail déjà faite Existence de projets qui interviennent dans ce sens	Province du Gourma (Fada Ngourma)	Ville carrefour Existence d'un grand marché de bétail Insécurité
Comment concilier le développement des activités agropastorales et les préoccupations de protection et de sauvegarde des aires protégées dans un contexte de CC ?	Forte présence des AP (patrimoine mondiale) Fortes menaces sur les AP par le front agricole Package du bétail	Pama (Province de la Kompienga)	Existence de sites d'importance internationale Importance des activités agropastorales
Quel est l'impact des CC sur les chaînes de valeurs agricoles (coton, sésame, produits halieutiques, élevage)	Importante zone de production de coton (biologique) et de sésame Fortes potentialités en termes de transformation Masse importante d'OP	Kompienga Fada Ngourma	Forte production de coton, de sésame, de produit halieutiques Plus grand barrage hydroélectrique du BF
Quel est l'impact des CC sur l'autonomisation des femmes ?	Groupe vulnérable Dynamisme des femmes dans la transformation des produits	Fada Ngourma	Existence de beaucoup d'unités de transformation gérées par les associations féminines
Comment renforcer la participation des différents acteurs dans l'élaboration, la mise en œuvre ainsi que l'évaluation des stratégies d'adaptation ?		Ouagadougou + communes rurales du centre (Saaba, Koubri, Comsilga, TanghinDas-souri, Pabré)	Site où la mobilisation des acteurs est très difficile et les acteurs des communes rurales ressentent de façon directe les effets du CC
Quelles sont les stratégies de mobilisation des ressources financières au niveau local ?		LeBazèga,	Zone qui subit les pressions foncières, où les terres sont pauvres ; Zone de fortes activités économiques
Quelle sécurisation foncière au profit des groupes défavorisés (femmes, jeunes) ?		Barsalogo, Bourzanga, Kayao	Forte pression foncière Existence d'un espace aménagé, Disponibilité de terre A cause des produits forestiers non ligneux
Comment sécuriser l'approvisionnement en eau potable en milieu urbain ?		Koudougou, Kaya, Kombissiri, Boussé, Réo, Zorgho, Ziniaré, Boulsa, Kongoussi,	Chef-lieu de province Forte demande en eau potable
Quelles stratégies pour une meilleure répartition spatiale et temporelle des ressources en eau dans la zone Nord ?		Oudalaan	

Quelles stratégies de valorisation des savoirs endogènes dans les prévisions climatiques ?		Yatenga	
Quelles stratégies de renforcement de la résilience économique par le développement des niches économiques dans la zone Nord ?		Seno	
L'Agriculture familiale et résilience des économies rurales au changement climatique	Répond aux 8 critères	Niveau national Est et Centre Ouest Nod/yatenga	
Femmes et chaînes de valeurs	Répond aux 8 critères	Niveau national	
Etudes de cas :			
<ol style="list-style-type: none"> Gouvernance des Zones Villageoises d'Intérêt Cynégétique (ZOVIC) de la Kompienga dans un contexte de changement climatique (Zone de l'Est); Gestion durable de la zone du Forage Christine par une meilleure gouvernance territoriale (Zone Nord notamment à Oudalaan). 			

7. La mise en place de la plateforme des parties prenantes

Les parties prenantes sont très importantes pour le projet PRESA. Depuis le lancement du projet, plusieurs activités sont menées pour mobiliser les parties prenantes et les engagées autour des activités et résultats de recherche du PRESA. La mise en place de cette plateforme permettrait d'institutionnaliser, de rendre plus formelle l'engagement des parties prenantes autour du projet PRESA. C'est dans ce sens que des travaux de groupes ont été organisés afin que les parties prenantes puissent faire des propositions par rapport au fonctionnement, à la gouvernance et au suivi-évaluation de la plateforme.

Encadré 4. TDR des travaux de groupes sur le fonctionnement, la gouvernance et le suivi-évaluation de la plateforme

Travail demandé :

GRUPE 1 : FONCTIONNEMENT DE LA PLATEFORME

Répondre aux questions suivantes :

Au niveau national :

- Quelles sont les activités et/ou outils que la plateforme pourrait mettre en œuvre pour atteindre ses objectifs ?

NB. Pour chaque activité, préciser la périodicité à laquelle elle devrait-être organisée pour un fonctionnement optimal de la plateforme.

Au niveau local :

- Quelles sont les activités et/ou outils que la plateforme pourrait mettre en œuvre pour atteindre ses objectifs ?

NB. Pour chaque activité, préciser la périodicité à laquelle elle devrait-être organisée pour un fonctionnement optimal de la plateforme.

GRUPE 2 : GOUVERNANCE DE LA PLATEFORME

- Quelles sont les fonctions clés qui pourraient constituer la base organisationnelle de la plateforme ?
- Quels mécanismes pourraient être utilisés pour responsabiliser les différentes parties prenantes du projet PRESA dans le fonctionnement de la plateforme ?

GRUPE 3 : SUIVI-EVALUATION DE LA PLATEFORME

Ce que l'on attend de vous c'est de nous aider à identifier les indicateurs qui nous permettront de suivre et évaluer l'atteinte effective des objectifs fixés à travers la plateforme.

- Quels indicateurs pour analyser le degré d'information et de participation des parties prenantes dans le projet ? (identifier 3 à 4 indicateurs) ;
- Quels indicateurs pour analyser l'appropriation des résultats des recherches par les parties prenantes de la plateforme ? (identifier 3 à 4 indicateurs) ;
- Quels indicateurs pour analyser la contribution effective de la plateforme dans l'influence des politiques, des programmes et des pratiques ? (identifier 3 à 4 indicateurs).

A l'issue de l'exercice, plusieurs propositions ont été faites par les participants pour un bon fonctionnement de la plateforme (tableau 10), une bonne gouvernance de cette dernière (tableau 11) et enfin un meilleur suivi-évaluation (tableau 12).

Tableau 10. Propositions d'activités pour le fonctionnement de la plateforme

Activités	Périodicité (Semestre)						Niveau
Objectif 1 : informer les parties prenantes et faciliter l'appropriation de la vision et des objectifs du projet par les parties prenantes							
A.1 : créer une lettre d'information pour faciliter le partage d'information entre les parties prenantes							National
A.2 : participer à l'animation du site du projet en fournissant des informations élaborées							National
A.3 : Identifier les initiatives similaires et créer une synergie d'action							National et local
A.4 : déterminer le rôle et les responsabilités des parties prenantes de la plateforme							National
A.5 : alimenter la base de données du projet							National
A.6 : organiser des rencontres semestrielles entre les membres de la plateforme							National
A.7 : faire des recommandions et des suggestions à l'endroit de l'équipe du PRESA							National
A8 : organiser des rencontres de validation des résultats des études	PM	PM	PM	PM	PM	PM	
Objectif 2 : rendre les connaissances et informations du projet facilement et librement accessibles à tous les acteurs et à tous les niveaux							
Chaque acteur de la plateforme propose une liste de diffusion							National
Chaque acteur de la plateforme partage l'information dans son Réseau							Local
Diffuser des supports de communication sur le projet (brochure, dépliants)							Local
Objectif 3: renforcer les capacités des membres							
Formation des membres de la plateforme sur des thématiques identifiées							National

Tableau 11. Propositions pour une meilleure gouvernance de la plateforme

Les fonctions clés de la plateforme	Mécanismes utilisés pour responsabiliser les différentes parties prenantes
<ul style="list-style-type: none"> - Coordination et Gestion des activités du projet - Plaidoyer et influence des politiques et des acteurs stratégiques - Gestion des relations avec le public et le privé - Suivi-évaluation - Communication 	<ul style="list-style-type: none"> - Rencontres périodiques (s'assurer de la participation de l'implication effective de toutes les parties prenantes en amont et en aval) - Identification des attentes de chaque partie prenante - Clarification des contributions attendues et le partage des tâches - Planification participative des différentes activités - Déterminer de façon concertée les délais d'exécution des tâches - Ateliers de partage de résultats à mi-parcours (évaluer l'état d'avancement des différentes activités) - Mise en place d'une cellule de veille (rendre le format accessible à toutes les parties prenantes, adapter l'information à l'audience) - Déterminer de façon concertée les délais d'exécution des tâches - Ateliers de partage de résultats à mi-parcours (évaluer l'état d'avancement des différentes activités)

Tableau 12. Proposition d'indicateurs pour le suivi-évaluation de la plateforme

PARAMETRES	INDICATEURS
Degré d'information et de participation des différentes parties prenantes	<ul style="list-style-type: none"> • Le nombre de message transmis ; • Le nombre d'outils/canaux de communication ; • Le nombre de rencontres; • Le nombre de participations; • Le nombre de participants; • Le contenu des messages; • Le nombre de collaboration entre les parties prenantes dans le cadre de PRESA.
Appropriation des résultats des recherches	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de parties prenantes qui intègrent les résultats dans leurs programmes et activités ; • Nombre de parties prenantes qui vont à la recherche des résultats de recherche de PRESA ; • Nombre d'utilisation des résultats de PRESA dans les plaidoyers ; • Nombre de citations des résultats de PRESA dans les média.
Contribution effective de la plateforme dans l'influence des politiques, des programmes et des pratiques	<ul style="list-style-type: none"> • L'adoption et/ou révision de loi qui intègre les résultats de PRESA ; • Le nombre de documents de politique qui intègre les résultats de PRESA ; • Le nombre de références aux résultats de PRESA dans les discours des autorités politiques.

CONCLUSION

L'atelier de partage des premiers résultats des revues et de mise en place d'une plateforme nationale des parties prenantes du projet PRESA au Burkina Faso est considéré par les parties prenantes comme une réussite tant du point de vue de la coordination et la bonne organisation que du point de vue de la participation et des débats de qualité. Les résultats issus de la rencontre constituent, pour les étapes à venir, des apports importants pour le PRESA surtout en termes d'élaboration d'un agenda de recherche et de fonctionnement de la plateforme.

En effet, les trois de travaux ont permis aux différents participants de soulever un certain nombre de messages clés tournant essentiellement autour des principaux acteurs et secteurs du développement socioéconomique du Burkina Faso dans un contexte de changement climatique. Il s'agit entre autres de (i) l'équité et la prise en compte des groupes vulnérables notamment le genre ; (ii) de la valorisation des savoirs locaux pour une meilleure résilience ; (iii) de l'agriculture familiale comme socle de développement économique et sociale ; (iv) des mécanismes de financement innovants ; (v) des questions liées à la gouvernance et à la participation effective des acteurs locaux ; (vi) de l'assurance agricole ; (vii) des opportunités offertes par les changements climatiques ; (viii) de la question des migrations ; (ix) de la mutation des activités économiques notamment la question des industries extractives, etc.

En outre, cet atelier qui a été rehaussé par les présences notoires du Secrétaire général du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques, de l'Assainissement et de la Sécurité Alimentaire lors de la cérémonie d'ouverture et du Ministre en personne lors de la cérémonie de clôture, a permis d'identifier plusieurs étapes relatives aux activités futures du PRESA. Il s'agit essentiellement (i) de la finalisation des revues sur la base des pertinentes contributions des participants, (ii) de la finalisation des questions de recherche par l'équipe du Burkina Faso en vue de l'élaboration de l'agenda de recherche, (iii) de l'institutionnalisation de la plateforme, (v) et de son animation à travers la mise en œuvre d'un certain nombre d'activités.

ANNEXE

1. Agenda de l'atelier

Horaire	JOUR 1	Intervenants
08:00 – 08:30	Enregistrement des participants	PRESA
09:00 – 09:45	Cérémonie d'ouverture <ul style="list-style-type: none"> • <i>Message de bienvenue / Facilitateur</i> • <i>Discours d'ouverture par l'autorité officielle (Secrétaire Général du Ministère de l'Agriculture)</i> 	Claude WETTA Bara GUEYE Moussa KABORE
09:45 – 10:30	<i>Photo de famille ----- Pause-café ----- Point de presse</i>	
10:30 – 11:00	Présentation de l'atelier, objectifs détaillés, programme et méthodologie de travail <ul style="list-style-type: none"> • <i>Questions/Réponses</i> 	Cheikh Tidiane WADE
11:00 – 12:00	Session 1 : Présentation sur les risques et scénarii climatiques <ul style="list-style-type: none"> • <i>Points de discussion</i> 	Jean Marie DIPAMA Cheikh Tidiane WADE
12:00 – 13:30	<i>Discussions, échanges et enseignements à tirer</i>	Participants
13:00 – 14:30	Déjeuner	
14:30 – 16:00	<i>Session 2 : Restitution des premiers résultats de la revue sur le contexte pays (30 mn)</i> <ul style="list-style-type: none"> • <i>Points de discussion</i> 	C. WETTA Denis AKOUWERABOU Léon SAMPANA Facilitateur : J.M. DIPAMA
16:00 – 16:30	Pause-café	
16:30 – 17:30	Travaux de groupe <i>Discussions et échanges</i>	Mamadou DIOP Participants
17:30	Fin des travaux de la Journée	
JOUR 2		
08:30 – 08:45	Synthèse et rappel des leçons et messages clés du jour 1 (15mn)	Mamadou DIOP
08:45 – 10:00	Restitutions des travaux de groupes du jour 1 <ul style="list-style-type: none"> • <i>Discussions</i> • <i>Enseignements à tirer</i> 	Participants
10:00 – 10:30	Pause-café	
10:30 – 12:30	Panel : Restitution des résultats des revues thématiques <ul style="list-style-type: none"> • <i>Theme 1 : Risques climatiques et marché</i> • <i>Theme 2 : Risques climatiques et gouvernance, institutions et financement</i> • <i>Theme 3 : Risques climatiques et capital naturel</i> • <i>Theme 4 : Risques climatiques et capital humain</i> <i>Discussions et échanges</i>	Seydou OUEDRAOGO Issiaka SOMBIÉ Antoine YERBANGA

12:30 – 13:15	Synthèse de l'exercice Quelles implications pour la suite des travaux de recherches ? <ul style="list-style-type: none"> • <i>Points à améliorer</i> • <i>Enjeux et questions de recherche</i> • <i>Secteurs clés</i> • <i>Autres points importants</i> 	Bara GUEYE Discutant
13:15 – 14:30	Déjeuner	
14:30 – 16:00	Travaux de groupes Implications socio-économiques des projections climatiques : quels scénarii socio-économiques à l'horizon 2030 <ul style="list-style-type: none"> • <i>Rappel leçons clés du scénario climatique</i> • <i>Exercice de groupe sur le scénario socio-économique horizon 2030</i> • <i>Identification d'axes de recherche potentiels</i> 	Participants Facilitateur : J.M. DIPAMA
16:00 – 16:30	Pause-café	
16:30 - 17:30	Restitutions des travaux de groupes <ul style="list-style-type: none"> • <i>Discussions</i> <i>Enseignements à tirer</i>	
17:30	Fin des travaux de la Journée	Bara GUEYE
JOUR 3		
08:30 – 08:45	Synthèse et rappel des leçons et messages clés du jour 2 (15mn)	Mamadou DIOP
08:45 – 10:00	Identification des études de cas et des sites de recherche pouvant servir à alimenter les travaux <ul style="list-style-type: none"> • <i>Discussions et échanges</i> 	Participants Facilitateur : Claude WETTA
10:00 – 10:30	Pause-café	
10:30 – 11:00	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Synthèse de l'exercice</i> <i>Enseignements à tirer</i>	Participants
11:00 – 13:00	Mise en place de la plateforme des parties prenantes <ul style="list-style-type: none"> • <i>Composition et gouvernance de la plateforme</i> • <i>Suivi-évaluation</i> • <i>Autres points importants</i> 	Lancelot Ehodé SOUMELONG
13:00 – 14:30	Déjeuner	
14:30 – 16:30	Détermination des prochaines étapes Clôture de l'atelier	Claude WETTA Bara GUEYE S.E.M. François LOMPO, Ministre de l'agriculture, des ressources hydrauliques, de l'assainissement et de la seurité alimentaire
16.30	Cocktail de clôture	

2. Liste de présence

	Nom et prénom(s)	Institution	Mails	Contacts
1	SANOOU Korotimi	U.O	sanoukoro05@yahoo.fr	78 86 51 31
2	SANOOGO Salifou	U.O	asalso04@yahoo.fr	76 45 99 43
3	KANAO Fatoumata	MARHASA/DGADI	kanaofatoumata@yahoo.fr	76 99 13 33
4	Cheikh T. WADE	IED Afrique	cheickhwade@gmail.com	77 503 13 27
5	DIOP Mamadou	IED Afrique	mamadoudiop@iedafrique.org	77 645 26 96
6	Lancelot SOUMELONG	IED Afrique	ehodelancelot@iedafrique.org	77 609 97 72
7	Bara GUYE	IEDAfrrique	baraguye@orange.sn	77644 05 84
8	PARE Steve imitri	AFAUDEB	parestevn@yahoo.fr	7010 78 61
9	SOMBIE Issiaka	U.O2/UFR-SEG	issiakas@yahoo.fr	70 74 48 69
10	OUEDRAOGO P Honorine	INSS/CNRST	huedraogosaw@gmail.com	70 45 91 86
11	PALE Sié	DGADI/MRHASA	sie.pale@yahoo.fr	70 22 32 19
12	SAMPANA Léon	Université Bobo	sampana_leon@hotmail.com	70 34 07 24
13	YERBANGA Antoine	U.O2	tanoine2002@yahoo.fr	78 60 40 70
14	KIRAGOULOU A. Romain	Country Engagement Leader	blewiswisdom7@aol.com	76 84 85 86
15	GNANOU Adama	Réseau MARP-Burkina	gnanousa@yahoo.fr	78 78 58 35
16	SEYDOU Oumarou	UICN-Burkina Faso	oumarou.seynou@iucn.org	70 23 56 40
17	DIPAMA Jean Marie	LERMIT/U.O	jmdipama@yahoo.fr	70 27 84 92
18	BONKOUNGOU Joachim	INERA	joachbonk@yahoo.fr	70 29 05 46
19	BAKO Parfait	CEDRES/U.O2	essana1980@yahoo.fr	71 35 83 43
20	NANA KABORE Colette	FENAFER-B	rahscokdg@yahoo.fr	71 10 01 08
21	DIASSO M. Pascaline	FCPB	pdiasso@rcpb.bf / fcpb@rcpb.bf	70 73 05 80
22	ZOUNDI Simone	FIAB/SODEPAL	info@fiab.bf sodepal1@fasonet.bf	70 23 11 56
23	SERIMA Bidou	CIFOEB	serimabidou@yahoo.fr cifoeb@yahoo.fr	72 80 92 33 70 13 57 82
24	GANSORE Marc	C.PF	cpf@fasonet.bf	70 31 42 20
25	AOUE A. Joël	Mairie Tiébébé	jaoue14@yahoo.fr	70 25 55 40
26	SANWIDI Maurice	Consultant	sanwidim@yahoo.fr	70 26 71 60
27	OUEDRAOGO Abdoulaye	CT-AGIR/CILSS	abdoulaye.ouedraogo@cilss.bf	70 13 20 70
28	SANOOU Issouf	FENOP	sissoufou1@yahoo.fr fenop@cenatrin.bf	70 61 28 84 76 60 90 52
29	COMPAORE/NARE Rosalie	DGEP/MEF	narerosalie@yahoo.fr	70 27 02 29
30	SODORE Abdoul Azise	LERMIT/U.O-Géographie	azizsodore@yahoo.fr	70 76 61 28
31	SANON Karidia	CEDRES/U.O	karidia.sanon@yahoo.fr	70 26 80 54
32	PAKODTOGO Dieudonné	SP FIAB	info@fiab.bf pakod2002@yahoo.fr	25 36 82 09/ 70 04 85 05
33	NANAN Zakaria	SOS SAHEL International BF	zakinanan@yahoo.fr	70 72 03 21
34	KORAHIRE Joel	Consultant	joekorahire@yahoo.fr	70 72 04 91
35	WETTA Claude	CEDRES	wettalaude05@yahoo.fr	76 04 57 70
36	AKOUWERABOU B. Denis	CEDRES	denisj16@yahoo.fr	70 47 37 73
37	OUEDRAOGO R. Seydou	Institut FREE Afrik	free.zfrik@gmail.com	74 28 98 85
38	KABORE G. Didier	MERH	dgkleprince@yahoo.fr	72 04 74 75
39	YAMEOGO Lassane	U.O/Géographie	yameogolass@gmail.com	70 16 70 59
40	BOLOGO Eric	Expert International	eric.bologo@gmail.com	61 41 77 40
41	KARAMBIRI Chantal	U.O/Depart. Géographie/ LERMIT	karambiri_chantal@yahoo.fr	70 71 71 70
42	NIKIEMA Aude	INSS	nikiaude@yahoo.fr	70 22 16 30
43	ILBOUDO Ousmane	UICN-PACO	ousmane.ilboudo@iucn.org	70 23 26 04
44	OUEDRAOGO M. Mathieu	Réseau MARP-Burkina	ouedraogom.mathieu@yahoo.fr	70 14 46 62
45	MILLOGO Founeme	SONABEL	founeme.millogo@gmail.com	70 24 93 74
46	Alain PEIGNE	Délégation de l'Union Européenne	alain.peigne@eeas.europa.eu	25 29 49 00
47	ZOUNGRANA T. Pierre	U.O/LERMIT	tpzoung@gmail.com	76 63 11 05
48	CASTERAN Marc	Délégation de l'Union Européenne	Marc.casteran@eeas.europa.eu	25 29 49 00



PRESA

Promouvoir la Résilience des
Économies en zone Semi-Arides